SIXIÈME ANNÉE, N° 6 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 JUIN 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Impossible de donner le supplément cette semaine.

CABOTINAGE RÉVOLUTIONNAIRE

Tout comme en 1889 — alors en pleine Boulange — on a vu tour à tour défiler ces jours-ci les Rochefortistes — toujours boulangistes — et les « Parti-Ouvrier », fraternellement (?) unis sous le drapeau du C. G. (Comité Grotesque) — toujours Galliffettistes — hurlant les uns et les autres: « Vive la Commune! Gloire aux martyrs de la Semaine sanglante, massacrés par les ordres de Galliffet et de Boulanger! »

Quel cabotinage!

Que les Rochefortistes (Boulangistes-Nationalistes) croient utile à leurs immondes projets d'affecter d'être restés fidèles à la Commune de 1871, dont le triomphe nous eût à jamais débarrassés des politiciens et de leur odieuse politique autoritaire, aussi malfaisante que la monarchie, cela se peut comprendre de la part de cette troupe de bandits.

Mais que penser des prétendus socialistes parlementaires, dont l'avènement néfaste au pouvoir ne serait que la reconstitution, sous d'autres noms, d'une autorité plus insupportable encore, — le célèbre C. G. — à peine né — nous en a fourni déjà de nombreuses preuves — reposant soi-disant sur la volonté du peuple, que ce même C. G. déclare sans vergogne n'avoir de valeur qu'à la condition que cette volonté sera conforme aux prétentions du susdit comité?

Et comment pourraient-ils acclamer sincèrement la Commune dont l'avènement ruinerait logiquement leur système?

Peut-être comptent-ils alors que leur nouvel ami, le *socialiste* Galliffet, les aidera à les débarrasser définitivement des communards endurcis.

Tout est possible de la part de gens qui ont fait entrer dans leur Etat-major le sieur Albert Richard, l'ancien racoleur des proscrits de la Commune au profit de Plonplon — d'abord — et ensuite de Napoléon III lui-même. Il est juste d'ailleurs de reconnaître que les tentatives de cet individu n'obtinrent pas le moindre succès.

G. LEFRANÇAIS.

Nous avions reçu l'article de Lefrançais, lorsque les journaux nous ont apporté la nouvelle de la démission de Galliffet. Décidément M. Waldeck tient à justifier sa réputation de roublard. — En débarquant Galliffet, il enlève aux nationalistes une de leurs plates-formes qui, auprès du bon populo, les aidait à sembler faire de l'opposition. Il n'y a qu'un homme de changé.

QUELQUES POINTS SUR LES i

II

M. Simplice, et d'autres avec lui, voudraient que nous leur offrions des « buts immédiatement réalisables », des « buts intéressés ». M. Simplice veut commencer par bien vivre, seul moyen, selon lui, « de léguer à ceux qui suivront une situation meilleure ».

Oui, voilà bien où gît le lièvre. Mais l'inconvénient est que je n'ai pas, pour mon compte, trouvé encore le moyen de concilier ces deux antinomies : lutter contre un ordre social tout-puissant et, en même temps, me créer une situation exceptionnellement agréable dans cet ordre de choses.

La lutte implique coups à donner, coups à recevoir, partant sacrifices. Ceux qui veulent avoir toutes leurs aises n'ont qu'à se tenir tranquilles.

***

La société bourgeoise est ainsi faite qu'elle ne laisse pas d'autre solution à l'individu que d'être exploiteur ou exploité, d'être tué par le travail ou d'être parasite.

Il ne suffit pas, dans l'ordre bourgeois, d'être rempli de bonne volonté à employer ses forces de travail. Il faut trouver qui veuille les utiliser, et vous ne pouvez les troquer que contre de l'argent.

Or, pour gagner de l'argent, si les moyens sont innombrables, ils peuvent se ramener à un petit nombre d'opérations.

Travailler de ses mains ou de son cerveau — faire travailler les autres — faire du commerce, de la finance — se poster dans un bon emploi — ou voler.

Travailler de ses mains, on sait ce que cela rapporte. A celui qui travaille manuellement, il est interdit de compter sur aucune amélioration quelle qu'elle soit.

Celui qui travaille du cerveau comme artiste, littérateur, médecin, ingénieur, inventeur, peut espérer, lui, améliorer sa situation, mais outre que l'état social actuel ne permet — sauf de rares exceptions — ces professions qu'à ceux auxquels les parents ont pu déjà fournir ce premier capital : l'instruction, il faudra que, dans les deux premiers cas surtout, il ait bien soin de se garder de toute idée saugrenue d'émancipation, s'il ne veut pas voir son outil lui faire faillite.

De sorte qu'à un individu qui vient me demander des « réalisations immédiates », des « buts intéressés », je ne puis répondre que ceci : « Accommodez-vous du mieux que vous pourrez de l'ordre social actuel. Si vous voulez « bien vivre », vous y arriverez plus vite encore en cherchant à faire votre trou parmi les bourgeois qu'à les combattre. Faites-vous parasite. »

Mais je vois d'ici l'objection. Ce n'est pas pour rien que ceux qui nous reprochent de ne pas leur donner de solutions immédiates, se donnent certains petits airs de revendications sociales : « Mais, moi aussi, je hais l'ordre bourgeois, je suis opprimé par sa médiocrité, et je veux lutter contre lui. »

Seulement, lui répondrai-je, vous voudriez que cette lutte vous soit profitable. C'est ici que se dessine une petite erreur de départ. C'est de ne vouloir faire de l'anarchie qu'une question de ventre.

***

Car, il ne faut pas se leurrer, ceux-là même qui s'affirment les adversaires les plus outranciers de la platitude bourgeoise, ce qu'ils reprochent le plus à l'ordre bourgeois, c'est de ne pas leur avoir donné les rentes suffisantes pour satisfaire leur dilettantisme; le reproche le plus mordant qu'ils nous font, c'est de ne pas leur apporter assez vite le moyen d'apaiser leur soif de jouir.

Entendons-nous. Si c'était ceux qui ont crevé de faim toute leur vie qui viennent me dire : « Nous nous moquons pas mal de vos aspirations de liberté, de développement intégral : ce qu'il nous faut avant tout, c'est manger. »

A ceux-là, je ne pourrais que leur dire : « Vous avez raison. » Mais comme je ne puis rien que ce que peut un individu, rempli de bonne volonté peut-être, mais désarmé et impuissant devant toute une organisation sociale, je ne pourrais qu'ajouter ceci : « Vous avez certainement raison. Seulement ce n'est pas à moi qu'il faut dire cela, mais à ceux qui vous oppriment. Vous avez faim, et je comprends que vous fassiez passer la question du ventre avant celle du cerveau. Alors prenez où il y a. Ce n'est pas moi qui y verrai d'inconvénient. »

Mais le plus drôle dans cette querelle, c'est que ce sont des individus qui se prétendent cérébraux, et dont quelques-uns ne se gênent pas pour proclamer que la masse est stupide, et que ce qu'ils veulent, eux, c'est s'émanciper d'abord, qui nous reprochent de ne pas leur fournir les moyens d'arracher à la bourgeoisie la part de bien-être à laquelle ils croient avoir droit, ou, lorsque par des moyens plus ou moins discutables ils ont essayé de se faire cette part, nous reprochent de ne pas vouloir les couvrir de cette théorie qu'ils conspuent tant.

Ce sont, pour la plupart, des gaillards qui n'ont jamais rien fichu de leurs dix doigts, ou se croient trop supérieurs pour continuer à travailler, qui ne nous pardonnent pas que nous nous refusions à rapetisser la question. Ce sont, le plus souvent, ceux qui ont frôlé la bourgeoisie de plus près, ou essaient de s'y faufiler, qui sont furieux de ce que nous nous refusions à ne voir dans la question sociale qu'une question de ventre. Ce qui nous vaut leur animadversion,

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

c'est que nous voulions, nous, voir la question dans son ensemble, et chercher l'affranchissement complet de l'individu, tant intellectuel que matériel.

***

S'il ne s'agissait que de s'affranchir matériellement, en tant qu'individu, pour travailler à l'affranchissement général, je ne suis étonné que d'une chose, c'est que ce ne soit encore qu'une minorité qui y soit arrivée. Depuis la période historique, c'est le but poursuivi par la grande majorité. Ils ne sont que l'exception, ceux qui ont cherché leur affranchissement dans celui de tous.

A ce compte-là, les bourgeois seraient les meilleurs anarchistes. Ils lèguent à leurs suivants un avenir meilleur, en s'affranchissant eux-mêmes. Ce qui est étonnant, c'est que, loin d'ébranler l'ordre de choses actuel, ils s'emploient à le consolider!

***

« La vie doit être vécue. Ce n'est qu'en vivant bien son présent, qu'on préparera aux suivants un avenir meilleur. » Je l'ai déjà dit avant M. Simplice, et d'autres l'ont dit avant moi. Seulement cette idée forte et belle, qui s'applique à toutes les manifestations de l'activité humaine, on veut la réduire à une simple question de bien-être.

Que chacun vive sa vie du mieux qu'il peut, où M. Simplice a-t-il pris que nous contestions cela? C'est justement parce que nous nous plaignons de ne pas pouvoir vivre complètement la nôtre, que nous essayons de lutter contre la société qui nous opprime.

Seulement, paraît-il, nous (1) sommes coupables de ne pas dire aux victimes ce qu'elles doivent faire en attendant que ça cesse.

Si ceux qui nous font ce reproche voulaient bien nous le dire eux-mêmes, ils nous rendraient service. C'est que, en effet, nous sommes nous-mêmes à la recherche de ce qui est à faire. Car ce qui paraît pratique à l'un ne l'est pas pour l'autre. Ce qui paraît le plus clair et le plus limpide aux uns, ne présente que trouble et contradiction aux autres. Et puis, en somme, qu'il ne peut pas y avoir d'affranchissement réel dans l'ordre social actuel, et que celui qui s'y crée une situation meilleure ne se la crée qu'au détriment de ceux qui peinent et travaillent.

***

Mais, pour bien savourer toute l'ironie de cette discussion, c'est que ceux qui nous font ces reproches, nous accusent en outre de tuer les initiatives individuelles. Ce sont eux qui se proclament les défenseurs de « l'Individu » omniscient, omnipuissant, qui ne doit rien attendre de personne. Et ils nous reprochent de ne pas avoir apporté de solutions aux individus!

Mais quand avons-nous promis aux individus de leur apporter de la besogne toute faite? Quand leur avons-nous dit de ne pas bouger, et d'attendre que nous ayons décrété l'heure où ils pourraient bouger?

Nous trouvant devant des phénomènes économiques, nous cherchons à les débrouiller du mieux que nous pouvons, essayant d'en dégager quelques vérités qui demandent à être mûries avant d'être acceptées comme telles.

Est-ce que nous sommes venus solliciter des mandats, des fonctions, promettant en échange de faire la besogne que les individus sont incapables de faire eux-mêmes?

N'avons-nous pas toujours dit que les individus ne devaient compter que sur eux, sur eux seuls, pour s'affranchir; n'accepter comme vérités que celles qu'ils arrivaient à dégager eux-mêmes.

Et ce sont des individualistes qui viennent nous dire: Enseignez donc aux individus ce qu'ils ont à faire!

Hélas! bien souvent, nous sommes embarrassés de savoir ce que nous avons à faire nous-mêmes: ce n'est pas pour avoir l'outrecuidance de trancher en matamores et de donner aux autres des conseils qu'ils sont parfaitement libres de ne pas suivre.

Nous avons, certes, des idées à nous, idées que nous cherchons à propager, et que nous émettons. Aux individus à les lire, à les méditer, à voir ce qu'ils ont à en prendre, mais là se borne le rôle dont nous nous sommes fait la conception. Nous apportons notre quote-part à l'évolution, nous n'avons pas la prétention de la guider.

Il vous faut, dites-vous, des actes effectifs, des buts précis, des mobiles intéressés, des réalisations immédiates.

Rien que cela? Bigre! vous n'êtes pas dégoûtés, et n'avez pas l'air de vous douter que c'est tout bonnement la solution de la question sociale que vous nous demandez.

Nous n'avons jamais fait cette promesse, et celui qui la ferait ne serait qu'un saltimbanque.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

(1) Je reviens toujours, malgré moi, au pluriel: les camarades des *Temps Nouveaux* m'excuseront de parler en leur nom, puisque nous sommes tous visés.

UNE NOUVELLE FORME DE GRÈVE

Dans les nos 16 et 17 de *Free Society*, de San Francisco, le camarade Nettlau publie un article qui a formé la matière d'une conférence faite par lui à Londres, au « Freedom Discussion Group ». Les idées exposées dans cet article devant être également développées au Congrès de septembre prochain, il est utile que les camarades en prennent connaissance à l'avance, de façon à avoir le temps nécessaire pour y réfléchir. L'article lui-même est assez long et sa reproduction complète prendrait trop de place dans le journal; aussi avons-nous préféré en donner un résumé.

Nettlau commence par constater le peu d'effet qu'a eu jusqu'à présent, sur les grandes masses, la propagande d'idées au sens propre, et il est amené à croire qu'à côté d'elle il est nécessaire de chercher d'autres moyens de propagande — tentatives qui d'ailleurs ont déjà été faites sous forme de propagande en faveur de la grève générale, de la grève militaire, de la grève internationale des mineurs, du sabotage, etc. Sans nier leur utilité, Nettlau en propose une autre qui présente à son avis certains avantages. Pour expliquer son point de vue, il fait deux remarques préliminaires. D'abord, on ne tient pas assez compte, dit-il, dans les luttes ouvrières, de ce qui constitue l'opinion publique, et cependant cette dernière a une importance très considérable, car le public peut, au moyen du boycottage — arme puissante qu'il a entre les mains — influer considérablement sur l'issue de la lutte. Or, le public y est généralement intéressé, surtout à titre de consommateurs, et tout relèvement des prix des marchandises peut l'irriter et le rendre hostile à ceux qui en sont la cause. Et comme très souvent les grèves victorieuses amènent ce résultat, les patrons rattrapant ainsi ce qu'ils avaient perdu, le public se tourne contre les ouvriers qui lui paraissent être les auteurs responsables de ce renchérissement.

Comment faire, dans ces conditions, pour mettre le public de son côté? Il faut, dit Nettlau, l'intéresser aux grèves non seulement par le côté sentimental ou intellectuel, mais *matériellement*. Il faut que le mouvement se présente à lui comme défendant non seulement les intérêts des ouvriers en grève, mais aussi ceux de tout le public, de tous les consommateurs en général. Là intervient la seconde idée de Nettlau, la seconde remarque préliminaire. Généralement, dit-il, on considère un homme comme un travailleur honnête *quoi qu'il fasse*, pourvu qu'il travaille pour un salaire.

Les hommes occupent avec empressement tous les postes possibles : policiers, fonctionnaires de toute espèce, percepteurs d'impôts, etc. Généralement on ne leur en fait pas un reproche et, lorsqu'on réfléchit à leur situation, on est plutôt porté à les plaindre. Mais il existe encore une autre catégorie d'occupations, à laquelle on ne réfléchit même jamais à ce point de vue. Ce sont toutes celles où l'on fabrique des maisons malsaines, des vêtements de mauvaise qualité, des produits alimentaires qui empoisonnent au lieu de nourrir, — bref, tous ces produits qui sont destinés aux classes pauvres de la société. C'est encore le travail des employés de commerce qui usent leurs facultés à faire acheter par le public les produits de mauvaise qualité. Un préjugé commun dit : « Je ne suis pas responsable de ce qu'on me fait faire. Si ce n'est pas moi, ce sera un autre qui le fera. La responsabilité en incombe non pas à moi, mais à mon employeur qui me donne l'ordre de faire ce que je fais. »

Tant que cette excuse est acceptée par tout le monde, dit Nettlau, les choses vont continuer à aller comme elles vont. Les capitalistes pourront toujours employer une moitié des ouvriers à opprimer l'autre. Ils pourront en plus garder toute la masse ouvrière dans l'ignorance, dans un état de dégradation morale et physique, affaiblie, inerte, dépourvue d'énergie, ne jouissant d'aucun des plaisirs de la vie, vivant dans de mauvaises habitations, se nourrissant d'aliments de mauvaise qualité. Et ce sont les ouvriers mêmes qui en sont les auteurs. Le meurtre direct effectué par les soldats qui tuent les grévistes et le meurtre indirect auquel contribuent les ouvriers qui produisent les mauvaises conditions de leur vie — ces deux actions ont des conséquences également funestes et sont également blâmables. Tant que cette vérité ne sera pas reconnue, rien ne sera fait. L'erreur qui règne à ce sujet dégrade l'ouvrier, rend mauvais les meilleurs, déprime et abat les caractères; les ouvriers, qui méprisent les mouchards et les renégats, devraient mépriser dans la même mesure *ceux qui font un travail antisocial, un travail nuisible à leurs camarades*.

C'est sur ces considérations, dit Nettlau, qu'il faut se baser pour chercher le moyen pratique de lutte qui aurait ces deux avantages : éveiller les sympathies du public et aider au développement personnel de l'ouvrier. Ce moyen, il se présente à lui de la façon suivante : les ouvriers refuseraient de faire un travail nuisible pour le public et expliqueraient à ce dernier toutes les machinations, toutes les tromperies dont il est l'objet. Leur situation serait ainsi considérablement fortifiée, car le public soutiendra ce mouvement, entre autres moyens, à l'aide du boycottage. La victoire qui ne manquerait pas d'être le résultat de cette action combinée serait en même temps celle des ouvriers et celle du public, au détriment des capitalistes dont elle diminuera le profit.

Certes, ajoute Nettlau, ces grèves, pas plus que toutes autres, ne détruiront l'état de choses actuel : seule une grève générale amenant la révolution sociale pourra le faire. Mais elles auront cet avantage que les grèves perdront leur caractère individuel et deviendront un mouvement d'intérêt commun, mouvement qui, d'ailleurs, n'exclut aucun des moyens employés jusqu'ici. Ce moyen de lutte aidera, dit-il, à élargir la sphère d'action des syndicats, à en faire non seulement des groupements professionnels, mais des centres d'action pour l'émancipation générale.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Maintenant, tous les ministères qui se succèdent apportent leur projet d'impôt sur le revenu. Depuis trente ans, on promet des réformes, qui n'arrivent jamais, et que l'on n'a nullement, d'ailleurs, l'envie de faire arriver. De loin en loin, pour faire patienter le peuple, on a l'air de faire quelque chose. Telle la loi de 1884 sur les syndicats que l'on sait si bien à l'occasion tourner contre ceux qu'elle est censée protéger. Telle encore la loi sur les accidents de travail, dont les patrons savent très bien, quand ils le veulent, s'indemniser sur les ouvriers.

A présent, c'est l'impôt sur le revenu dont, après tant d'autres, Caillaux élabore un projet. Imposer la richesse et dégrever la pauvreté, n'est-ce pas l'équité même?

Il n'y a qu'un petit malheur. Le riche, quelque imposé qu'il soit, sait toujours faire retomber sur le pauvre, *sur celui qu'il paie*, les charges dont on prétend l'accabler. Les gouvernements le savent fort bien. Aussi leur embarras ne vient-il pas de cette préoccupation. La difficulté consiste à sauver les apparences.

La bourgeoisie a pour principe de crier très fort quand on prend quelque mesure qui, au premier aspect, paraît devoir la charger. Ainsi a-t-elle fait à l'égard de la loi sur les accidents de travail. Ainsi

fera-t-elle pour l'impôt sur le revenu, si quelque ministère se décide à le faire voter par les Chambres. Elle sait très bien qu'il lui sera extrêmement facile de le faire retomber sur les pauvres. Néanmoins, pour le principe, elle s'agitera avec indignation à cette apparente atteinte à ses privilèges.

Aussi la question n'est-elle pas de cesser de plumer la poule pour plumer les gros dindons de la basse-cour. Il s'agit de continuer à la plumer comme devant, tout en ayant l'air de plumer ceux-ci sans les faire crier.

Tout le problème est là, et nos ministres s'emploient à le résoudre.

*
* *

Parce que la solution — provisoire — donnée par le conseil de guerre de Rennes à l'affaire Dreyfus n'a satisfait ni les partisans de la justice ni ceux de l'arbitraire, le gouvernement prépare de nouvelles lois sur la presse. Comme toujours, c'est la presse, cette pelée, cette galeuse, qui est responsable des maladresses et des canailleries des dirigeants.

On ferait bien d'envoyer pendant quelque temps nos ministres et nos hommes politiques à l'école primaire, pour y étudier l'histoire. Ils apprendraient que les lois contre la presse n'ont jamais empêché les hommes libres de dire toute leur pensée. Ils apprendraient encore que les lois restrictives n'ont jamais arrêté le progrès et qu'il ne suffit pas de crier : « Je ne veux pas que la Vérité soit connue ! » pour empêcher la manifestation de la Vérité.

*
* *

La nouvelle municipalité de Dijon se propose de s'opposer à la mesure par laquelle la précédente municipalité socialiste avait supprimé l'octroi de cette ville et remplacé cet impôt par une taxe sur la propriété bâtie.

C'est dommage. Une réforme socialiste allait être réalisée. On aurait pu prouver par l'expérience que cette réforme ne produisait aucune amélioration, puisqu'elle n'était pas allée jusqu'à la suppression de la propriété. On aurait vu les propriétaires, taxés par la nouvelle organisation, se décharger de cette taxe sur leurs locataires en augmentant les loyers. Cet essai ne se fera probablement pas.

Tant pis ! car on continuera à amuser encore le peuple des travailleurs avec ces espoirs illusoires de réformes partielles.

André Girard.

*
* *

Magistrature. — Dénoncé comme recéleur par un cambrioleur qui lui en voulait, Rabiet avait été condamné, malgré ses protestations, à 7 ans de réclusion et 20 ans d'interdiction de séjour. Sa mère en devint presque folle, et sa femme demanda le divorce. Or, son dénonciateur, en mourant, a juré que Rabiet était innocent. Après une enquête, un peu bien tardive, les tortureurs de cet homme se sont résignés à lui rendre la liberté, et ils croient être quittes envers lui.

A voir la fréquence des erreurs judiciaires reconnues, on songe au nombre probablement formidable de celles jamais reconnues, et l'on en vient à se dire que les prisons doivent être peuplées d'innocents. D'innocents au sens bourgeois du mot, car, pour nous, nul homme n'est pleinement responsable de ses actes.

*
* *

Militarisme. — Un patriote ayant fait son service militaire et ayant atteint le grade envié de maréchal des logis, avait passé quelques années dans l'Amérique du Sud. En sous-off bien au fait des paperasseries réglementaires, il faisait viser son livret dans tous ses déplacements. A peine de retour à Paris, on l'arrête comme insoumis ; il montre ses papiers en règle ; ça ne fait rien. On le traîne au Dépôt, dans un commissariat, encore au Dépôt, aux Invalides où on le fouille, au Cherche-Midi où il couche, encore aux Invalides où on veut bien le laisser en liberté sous caution, en attendant le conseil de guerre, quoiqu'on reconnaisse que son livret est en règle.

Pour tant faire que d'avoir les inconvénients de l'insoumission, ce patriote aurait dû commencer par s'en offrir les avantages.

Lefrançois et Meunier, sapeurs au 1er génie (Verdun), furent condamnés *à mort* pour coups et outrages envers des supérieurs. Leur peine vient d'être commuée en dix ans de travaux publics, ce qui n'est pas beaucoup moins atroce. Tous les jours, des supérieurs outragent leurs inférieurs ; souvent ils les frappent ; et l'on ne parle jamais pour eux de travaux publics, encore moins de mort.

Pour notre joie, l'état-major recommence. Ou plutôt il ne recommence pas, attendu qu'il n'a jamais cessé. Cette compagnie d'hommes d'honneur faisait moucharder par un sien mouchard un autre mouchard de la Sûreté, naguère favorable à leur ancien collègue Dreyfus ; ce qui donna lieu à un classement de documents ultra-secrets dans un carton vert. Un honorable officier, le capitaine Fritsch, prit copie de ces documents et les fit paraître dans le journal du communard Humbert (Alphonse pour les généraux). Tapage à la Chambre et au Sénat. Fritsch est mis à la porte.

Du reste, ces documents, qui montrent l'état-major continuant ses vieilles histoires d'urinoirs et de fausses barbes, et livrant aux journaux amis des papiers secrets sans doute encore truqués, tendraient en outre à démontrer que l'un des témoins de Rennes, Czernucky, fut payé pour mentir. Nous nous en doutions bien un peu.

Allons, il y aura encore de beaux jours, rue Saint-Dominique, pour les grattoirs. Puisse-t-il y en avoir aussi pour les rasoirs !

R. Ch.

*
* *

Alais. — La demi-douzaine de macaques qui forment ici ce qu'on est convenu d'appeler le parti socialiste est enfin parvenue à ses fins, grâce à ses nombreuses compromissions, courbettes, platitudes et bassesses de toute sorte. Ils sont enfin arrivés au râtelier municipal, en chinant une petite place dans une liste où figurent — véritable salade — bonapartistes, légitimistes, opportunards, radicaillons, sans compter certains cléricaux de haute marque. Cette liste a été baptisée : liste de Concentration Républicaine. — « Liste de Concentration des appétits malsains » serait mieux dit.

Enfin, d'un côté, nous sommes satisfaits que nos farouches révolutionnaires soient arrivés au pouvoir ; pendant quatre ans ils montreront à l'éternel imbécile qu'est le peuple — qu'ils sont aussi..... j'allais dire voleurs que leurs congénères bourgeois et peut-être finiront-ils par dégoûter les illusionnés électeurs de cette monumentale duperie qu'est le suffrage universel, qu'eux socialistes dénonçaient autrefois « comme la plus grande mystification du siècle », mais dont ils se servent pour tromper et endormir les masses.

Th. L.

*
* *

Roanne. — L'évolution socialiste à Roanne marche très vite, mais en arrière, comme un peu partout où le mouvement a été paralysé par le sectarisme du P. O.

Ses chefs, du reste, ont à plusieurs reprises changé leur fusil d'épaule et souvent modifié leurs manières d'être socialistes. Quand on pense que Guesde a été révolutionnaire et même anarchiste, il y a environ vingt-cinq ans, et qu'aujourd'hui c'est un partisan à outrance de l'action légale pour arriver à l'affranchissement intégral de l'Humanité, on voit bien que les coulisses du Palais-Bourbon ne lui ont pas déplu, puisque toutes ses aspirations tendent à reprendre une place au râtelier gouvernemental.

Eh bien, chez nous, les faits qui se produisent sont à peu près identiques : de révolutionnaires qu'ils étaient autrefois — en théories, du moins — nos socialistes sont radicaux aujourd'hui.

L'évolution de leurs affiches est caractéristique de celle de leur état d'âme. Sur leurs premières, il y a quinze ans, on voyait comme titre : « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire », puis, plus tard, on n'y vit plus que « Parti ouvrier socialiste ». Arrivé là, on y joignit le mot de républicain avec ce titre : « Parti ouvrier socialiste républicain », et finalement : « Parti ouvrier républicain ». Maintenant ils entrent à l'hôtel de ville à une grosse majorité et font comme les autres.

Ce serait plaisant de constater les effets du suffrage universel chez ces représentants (?) du peuple, si les résultats n'étaient pas aussi néfastes pour lui. Ces hommes qu'il envoie au pouvoir et en lesquels il a confiance suivent la pente fatale que le mécanisme gouvernemental impose à tous ceux qui veulent pénétrer dans ses rouages, et leur révolutionnarisme devient de plus en plus pâle.

Jacques Bonhomme continue de les suivre sans s'apercevoir qu'il est berné, que rien n'est changé, et il attend du Parlement — comme sœur Anne — une majorité qui ne viendra sans doute jamais. Pendant ce temps-là, il supporte les vexations patronales, obéit aux lois en attendant qu'elles s'améliorent et la classe capitaliste en profite à son aise.

Et dire qu'ils sont nombreux les individus qui affirment que les anarchistes font le jeu des bourgeois en s'abstenant de voter ; pour être un homme, avec ces derniers, il faudrait élever au pinacle des ambitieux, des politiciens qui nous trompent sans cesse ; ou bien, si nous ne participons pas à la fabrication de ces gens-là, nous faisons le jeu des ennemis du Peuple : comme si le Peuple pouvait avoir de plus grands ennemis que ceux qui abusent de sa crédulité !

Tout de même, elle est raide, la logique de ces gens-là.

Léon Danty.

*
* *

Sancoins (Cher). — Dimanche 20 mai, le camarade Léo Sivasti est allé à Sancoins faire une conférence publique et contradictoire ayant comme sujet à traiter : « Où en sommes-nous ?... »

C'est devant 250 personnes environ que Sivasti a dénoncé les crimes des sabreurs et des gouvernants de tous poils. Envisageant la question économique, il démontra avec force arguments que les travailleurs n'avaient à compter que sur eux-mêmes pour arriver à leur émancipation intégrale.

*
* *

Montceau-les-Mines. — Samedi dernier, a eu lieu, salle Pézerat, une réunion publique et contradictoire organisée par la *Jeunesse révolutionnaire de Montceau-les-Mines*.

Le camarade Broutchoux a fait le procès de la société actuelle ; il a démontré qu'il fallait que l'individu agisse directement, individuellement, sans avoir recours aux conseils de ceux qui veulent commander les autres.

Le camarade Chalot a dit que les politiciens commençaient à s'effrayer du mouvement économique, qu'une société basée sur l'autorité était contre le progrès, contre la science, contre la nature et que, forcément, elle était appelée à disparaître.

Il a terminé ainsi, au milieu des applaudissements : « Je me fiche pas mal que les policiers, les soldats soient coiffés du bonnet phrygien ou du casque impérial ; ce que je désire, c'est qu'il n'y en ait plus du tout, car, lorsque les bourgeois en seront réduits à leur seule force, nous aurons vite raison d'eux. »

Après quelques protestations maladroites de deux ou trois socialos autoritaires, le camarade Mars a fait remarquer que les politiciens qui combattaient l'Anarchie en étaient réduits à se servir des théories libertaires.

Le groupe révolutionnaire de Montceau-les-Mines invite tous les camarades à une causerie qui aura lieu, salle Pézerat, dimanche, à 2 heures de l'après-midi.

Le but de la réunion étant de créer des bibliothèques d'éducation libertaire, nous invitons particulièrement les jeunes.

Belgique.

Le résultat des élections législatives atteste les pertes énormes du parti gouvernemental qui maintint le pays dans l'ignorance, vota les pensions ouvrières de 18 centimes par jour, et refusa l'amnistie à Moineau, la victime du crime judiciaire le plus monstrueux dont les annales belges puissent faire mention.

Il était, malgré tout, utile de voir s'affaisser un gouvernement dont la portée la plus dangereuse était précisément qu'il semait la démoralisation dans le peuple, rognait les caractères, enlevait aux travailleurs jusqu'à la simple conscience de leur dégradation économique et intellectuelle.

Il faut être autre chose qu'un pseudo-esthète à large chevelure et avoir, comme nous, tâté le pouls à la masse laborieuse, pour saisir sur le vif tout le mal que le parti catholique a fait, et quel obstacle énorme il constituait à l'émancipation intégrale des prolétaires.

Sa disparition eût amené, non la moindre augmentation de salaires, mais au moins un certain réveil intellectuel, un mouvement nouveau dans les cerveaux.

Malheur à un peuple qui ne pense plus, ne discute plus, boit, danse, ne rêve que combats de coqs, tirs à l'arbalète ou jeux de quilles !

Or, c'était là que nous en arrivions. Charleroi et le centre faisaient exception à la règle. Mais Liège, Verviers, voire Bruxelles, donnaient le spectacle de l'émasculation la plus lamentable, car les voix socialistes de Verviers sont inconscientes comme la population même.

Le ministère garde une majorité de 8 voix.

Des réformes comme l'instruction obligatoire, le service personnel, l'impôt sur le revenu, seront proposées et discutées.

Qu'arrivera-t-il ?

Je ne puis, pour ma part, que répéter le proverbe : Nul n'est prophète dans son pays, surtout quand les habitants de celui-ci ont l'appareil sensitif littéralement obstrué.

FLAUSTIER.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le Théâtre Civique donnera une séance extraordinaire au bénéfice d'un camarade le samedi 9 juin, à la Maison du Peuple, impasse Pers.

Conférence de Laurent Tailhade.

Représentation de l'*Epidémie* d'Octave Mirbeau.

Adresser les cotisations 50, Chaussée d'Antin, à la *Revue d'Art dramatique*.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), à 8 h. 3/4 :

Tous les mercredis de juin. — Elaboration des rapports pour le Congrès.

Les conférences seront interrompues du 3 juin au 15 septembre (période des chaleurs). — La bibliothèque restera ouverte tous les vendredis. — La troisième année de causeries (1900-1901) sera précédée d'une séance de réouverture qui sera annoncée par affiches quelques jours avant.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIII^e^ arrondissement). — Réunion du mercredi 30 mai, à 8 h. 1/2. Sujet traité : Fernbach (de l'Institut Pasteur), Un péril social : la tuberculose (II).

Samedi 2 juin. — Germain Martin, L'ouvrier au dix-huitième siècle.

Lundi 4 juin. — Soirée musicale et littéraire.

Solidarité des Trimardeurs (Bibliothèque du XV^e^). — Réunion publique le samedi 2 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Clément, 3, rue Fondary.

Conférence par le camarade Lévêque. Sujet : Egalité, non uniformité.

Chant et poésie. — Prêt de livres.

Le groupe *les Amis de la Science*, dans sa séance du 4 avril 1900, a voté les résolutions suivantes :

1° Le groupe *les Amis de la Science* est socialiste ;

2° Ses actes tendront constamment vers un but nettement révolutionnaire ;

3° Il se constitue groupe éducatif.

Il est socialiste, car il estime que l'on ne peut être vraiment antireligieux qu'à la condition de réunir dans la même réprobation le prêtre, le capitaliste et le prétorien.

Il sera révolutionnaire dans le sens vrai du mot en déclarant que l'émancipation du genre humain doit provenir d'un effort physique ou moral de chaque individu.

Il est éducatif en employant tous ses moyens à l'affranchissement intellectuel des masses.

LEVALLOIS-PERRET. — Les Libertaires du groupe d'études sociologiques sont convoqués samedi 2 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Angelergue, 64, rue Vallier. Causerie par un camarade.

LYON. — Nous ne saurions trop remercier les camarades qui ont bien voulu se rendre à notre appel de samedi passé ; nous avons retrouvé parmi ces amis la chaleureuse fraternité et familiarité qui existait autrefois : aussi sommes-nous encouragés à persister dans la formation de la bibliothèque et du groupe libertaire lyonnais. Camarades, notre tâche est tracée, nous ne pouvons et ne devons rester inactifs : réveillons-nous de cette torpeur dans laquelle nous sommes plongés, et par laquelle nous annihilons notre idéalisme ; que nos ondes philosophiques, morales et révolutionnaires pénètrent parmi ces déistes chancelants et ces politiciens dégoûtés, afin de convaincre à l'idéal qui nous est si cher, et pour lequel nombre des nôtres se sont sacrifiés, le flot qui va croissant sans cesse des mécontents. A cet effet, le groupe des libertaires organise pour le lundi (de Pentecôte) ou le 4 juin une promenade en campagne : rendez-vous au siège habituel, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, départ à 1 h. 1/2.

MARSEILLE. — *Groupe libertaire de Mempenti.* — Les camarades se réunissent grand chemin de Toulon, 107, au premier, tous les mardi, jeudi et samedi. Causerie par un camarade, lecture des livres, revues et journaux.

Le dimanche, apéritif-concert.

Le lundi de Pentecôte, ballade à la campagne.

Les camarades qui auraient des journaux ou brochures sont priés de les apporter pour la vulgarisation.

ROUBAIX. — Les camarades anarchistes de Roubaix prient instamment les camarades du Nord et du Pas-de-Calais d'entrer le plus tôt possible en relation avec eux au sujet d'une question de propagande de la plus haute importance.

Les groupes de ces régions sont priés de charger un camarade d'entrer en relation à ce sujet avec le camarade Béranger, rue des Longues-Haies, 74. Roubaix.

Le présent avis s'adresse également aux camarades isolés.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Mère et l'Enfant, par Charles-Louis Philippe ; 1 vol., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

La Coopération (conférence de propagande), par Ch. Gide ; 1 vol., Larose, 22, rue Soufflot.

Fiori Maggio, par Ciancabella, brochure chez Buffo et Ciani, 338 E, 117th st., New-York.

Gli anarchici e cio che vogliono, broch. à l'*Aurora*, Box B, West Hoboken (N. J.)

Responsability and solidarity in the labor struggle, par E. Bernstein, brochure au *Freedom*, 127, Ossulston street, Londres, N. W.

Les Vendanges de Vénus, par E. Gaubert ; 1 plaquette, 2 fr., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Zur frage : Socialliberalismus oder collectivismus? par Ed. Bernstein ; 1 broch., 50 pf. — *Ehe und freie liebe*, par L. Gumplowicz ; 1 broch., 50 pf., au *Socialistischen Monatshefte*, Gleditschst., 28, Berlin, W.

L'Amour libre, de Ch.-Albert, vient d'être traduit en espagnol. Nous en tenons quelques exemplaires à la disposition de ceux qui lisent l'espagnol, au prix de 1 fr. 50 l'exemplaire.

A lire :

Au petit Palais, A. France ; *Figaro*, 23 mai.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les six derniers bannis qui avaient quitté Barcelone pour Londres, le 10 mai, ont été débarqués en cours de route, à Santander, et emprisonnés une fois de plus. Suivant les autorités espagnoles, le gouvernement anglais refuserait de les recevoir.

Nous ne prétendons pas que le gouvernement anglais soit incapable d'une canaillerie, mais la nouvelle, de source madrilène, nous semble bien suspecte. Le gouverneur de Barcelone avait déjà fait tous ses efforts pour décider nos camarades à aller s'enterrer au Mexique ; il alla même jusqu'à offrir de payer de ses deniers le voyage de leur famille, s'ils optaient pour le Centre-Amérique. Tant d'insistance et tant d'humanité s'expliquaient par le fait que le martyrisé Suné, preuve vivante de l'infamie des bourreaux de Montjuich, se trouvait dans ce dernier convoi. On aurait ensuite isolé Callis, cet autre torturé, encore au bagne quoique gracié, et, Gana ayant été assassiné l'année dernière, le gouvernement pourrait se croire enfin débarrassé du cauchemar de Montjuich.

Quoi qu'il en soit, nos camarades ont demandé à être conduits à Tanger. Espérons que cette étape sera pour eux la dernière.

AUX CAMARADES

Pour faire de l'argent, et aider à la propagande, nous offrons la collection complète des cinq années des *Temps Nouveaux* au prix de 16 fr. 25, rendue en gare.

Pour ceux qui peuvent, et veulent aider à la diffusion des idées, ça serait un cadeau bien placé, dans les bibliothèques publiques, syndicats, etc.

Il n'y aura que 10 collections de mises en vente à ce prix.

***

On nous annonce de Reims la mort d'un bon camarade : G. Dumain. Toutes nos sympathies à sa famille.

PROPAGANDE

Au moment où le nationalisme relève la tête, ça serait le moment de faire circuler la brochure *Marchand-Fachoda*, de L. Guétant.

Cette brochure, mise en vente à 0 fr. 75, sera laissée à 0 fr. 15 *franco*.

Comme propagande, à ceux qui voudraient la distribuer, 5 fr. 60 le cent, rendue en gare.

BOITE AUX ORDURES

Un complot policier.

Travailleurs, garde à vous!

Nous apprenons au dernier moment, et nous sommes certains de l'exactitude de nos renseignements, que la police occulte dont Barnier a demandé la création, et pour laquelle une somme de 6.000 fr. a été votée dans une précédente séance du conseil municipal, a projeté de manifester à sa façon pendant la manifestation de demain mardi 1^er^ mai.

Sous l'apparence d'anarchistes militants, les policiers en question se mêleront demain à la manifestation et, à un moment donné, feront flotter le drapeau noir. Des cartouches de dynamite seront lancées à des points désignés et, leur coup fait, les mouchards qui obéissent aux ordres reçus de la sous-préfecture et de la mairie (Ramondon et Barnier) s'éclipseront subitement ; une ouverture a été ménagée à cet effet dans un mur qui conduit à la Bâtie et sur d'autres points.

Pendant ce temps, la police en uniforme en profitera pour arrêter les principaux membres du parti socialiste et des syndicats. C'est tout ce que Barnier et Ramondon demandent, afin de tripatouiller à leur aise les élections.

(*Le Peuple*, de Lyon.)

PETITE CORRESPONDANCE

H. D'horr est prié de renvoyer les journaux et le livre au camarade Béranger, à Roubaix.

Agard. — Reçu l'extrait. Va bien. Merci.

G. S., à Montpellier. — Ai remplacé par d'autres les brochures épuisées.

G., à Apl. — Avec plaisir.

Les camarades de Lille peuvent-ils nous envoyer les numéros 1 à 4 inclus, 11 à 13, 15 et suivants du *Batailleur?*

C. P., à Lille. — 3 fr. le premier, 2 fr. 75 le second, plus 0 fr. 10 de recommandation.

P. L., à Gilly. — *Germinal*, 3 fr. 25 *franco* ; La *Douleur*, épuisée.

G., à Saint-Etienne. — La lettre ne contenait pas les 0 fr. 50 annoncés. — Numéros expédiés.

L'Idée libre. — Convocation arrivée trop tard. — Mardi matin.

J. Al., à Lyon. — Certainement, vous n'aurez qu'à envoyer. — Vous faut-il des invendus pour distribuer dans vos promenades ?

Julie C. — Reçu article. — Vous avez bien fait ; mais trop minime importance pour insérer. Ceux qui ont quelques idées dans la tête, agissent ainsi journellement.

Ser. — Reçu 10 francs à votre compte par G., de Marseille.

Reçu pour la brochure à distribuer : Bibliothèque de Vimeu, 1 fr. 45.

Reçu pour le journal : Philippe le monteur, 0 fr. 40. — Vente de vieux timbres, 11 fr. — Un jardinier, 2 fr. — D., 1 fr. — M., à Nuaillé, 1 fr. — Vidal, d'Alger, 0 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 1 fr. 75. — D., à Foix, 0 fr. 50. — Un armurier de Saint-Etienne, 0 fr. 50. — Un camarade, 0 fr. 50. — W. T., 12 fr. 50. — Severin, 0 fr. 60. — J. d'H., à Gand, 2 fr. 10. — P., à C.-de-F., 2 fr. — Merci à tous.

G., à Marbella. — C. R., à Entraygues. — L., à Verviers. — M., à Montner. — G., à Boncourt. — D., à Billy. — P., à Gilly. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.. . . . . » **10**

L'Internationale ; Crevez-moi la sacoche ; Le Politicien, *de E. Pottier*. . » **10**

Ouvrier, prends la machine ; Qui m'aime me suive ; Les Briseurs d'images . . » **10**

La Chanson du Gas ; A la Caserne ; Viv'ment, brav' Ouverier, etc. . . . » **10**

Le cent : 4 fr. 50 ; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.